



UFR

Montreuil, le 11 Mars 2013

## En mars et après : les retraités dans l'action

**Le 5 mars ils étaient avec les actifs plus de 200 000 dans 175 localités** à manifester contre l'accord minoritaire du 11 janvier qui, retranscrit en l'état dans la loi, pourrait accélérer les licenciements, accroître la précarité et la flexibilité, la pression sur les salaires, réduire les droits des salariés alors que les pouvoirs des employeurs seraient renforcés.

Plus de précarité, des salaires en baisse... quelles répercussions sur les niveaux de pension avec des conditions fortement aggravées par les mesures Sarkozy / Fillon pour bénéficier d'une retraite à taux plein ???

Parce que plus nombreuses dans les emplois précaires et à temps partiel, les femmes seraient encore plus touchées, les écarts hommes-femmes entre les niveaux de pensions amplifiés. **Le 8 mars elles se sont mobilisées pour l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Dans une campagne durable pour le pouvoir d'achat, les retraités CGT multiplient les débats sur les marchés et autres lieux de rencontre des retraités, avec un tract de quatre pages argumentaire **pour vivre dignement sa retraite**. Ils interpellent les pouvoirs publics, les députés, sénateurs et autres élus.

**Avec les cahiers de revendications qui circulent parmi les syndiqués et retraités de notre profession, durant cette dernière semaine de mars, avant ou après, se rassembler aux portes des directions de La Poste et France Télécom, leur porter à nouveau nos revendications. Cibler les directions qui permettent de rassembler le plus grand nombre de retraités et retraitables dans le département ou la région.**

**Le 28 mars, à l'appel de la CGT retraités, dans les départements et localités, se rassembler, faire entendre nos revendications pour vivre notre retraite dignement.**

# JEUDI 28 mars 2013

**RENDEZ-VOUS A 14h 30 au METRO ECOLE MILITAIRE**

**PRES DU MEDEF**

**POUR NOUS RENDRE ENSEMBLE AU MINISTERE**

**DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE**

**Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT**

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél. : 014818 54 00 - Fax : 0148 59 25 22 - C.C.P. Paris 20376 D

<http://www.cgt-fapt.fr> - e-mail : [ufr@cgt-fapt.fr](mailto:ufr@cgt-fapt.fr)

---

# Le 28 mars - Pouvoir d'achat



# LES RETRAITÉS NE LÂCHENT PAS

---

Le 28 mars à l'appel de la Cgt retraités, des rassemblements et des rendez-vous revendicatifs seront organisés afin de réaffirmer haut et fort « la retraite nous voulons la vivre dignement ».

Le 28 mars se tient une réunion du Conseil d'administration des retraites complémentaires Arrco/Agirc. Pour autant ce sont les retraités de tous les régimes qui sont concernés par la dégradation du pouvoir d'achat. Toutes les raisons existent pour exprimer mécontentement et exigences sociales.

## Les retraités ne sont pas des nantis.

5 millions de retraités ont une pension totale comprise entre 800 € et 1 200 € par mois ! Le nombre de salariés qui aujourd'hui arrivent à la retraite et touchent le minimum contributif du régime général est en augmentation.

## Les retraités ne sont pas des privilégiés.

Les pensions des femmes sont en moyenne inférieures à 38 % de celles des hommes.

Les derniers chiffres connus donnent une retraite moyenne pour les hommes de 1 352 € mensuels et de 899 € pour les femmes.

## Les retraités ne sont pas des favorisés dans la crise.

Les retraités sont très touchés. Toutes et tous ont déjà largement payé la facture des réformes depuis 1993. C'est vrai avec le passage des 10 aux 25 meilleures années pour le calcul du droit à la retraite et l'indexation sur les prix à la place des salaires pour l'augmentation des pensions. Le cumul 1993-2003-2010, c'est une baisse de 20 % du montant des retraites. C'est un moins qui freine déjà la consommation et tire les retraités vers le bas.

*Le Medef veut en rajouter une couche et imposer sa loi.* Dans le cadre des discussions sur les retraites complémentaires, il a avancé comme proposition une désindexation des retraites en rapport avec l'inflation. Les retraites seraient bloquées... !

Le gouvernement a déclaré s'inspirer du Medef pour fixer l'augmentation du régime général du 1<sup>er</sup> avril. Une telle mesure représenterait au moins 2 milliards de manque de moyens pour vivre pour les retraités.

**Ponctionner les retraités** alors que les produits de consommation augmentent, ainsi que la facture de l'énergie, le coût de l'habitat et que se soigner devient un luxe... ! **C'est inadmissible... !**

*La politique du gouvernement et ses choix budgétaires ne vont pas dans le bon sens.* Ils accompagnent la crise. Ce sont de véritables mesures d'austérité qui se mettent en œuvre. Cela ne va pas dans le sens de la relance de l'économie pour plus de croissance et d'emploi.

*Ce qui est en jeu c'est bien d'aller à une véritable réforme des retraites qui garantisse les droits des salariés, l'avenir de la jeunesse et la vie des retraités.*

Pour défendre la retraite, il ne s'agit pas de plaire aux marchés financiers mais de répondre aux besoins sociaux qui s'expriment. Cela passe par un véritable partage des richesses en faveur de la population, des actifs et retraités.

Les retraités ne lâchent rien sur le pouvoir d'achat, la retraite ni sur la protection sociale.

*D'ici le 28 mars et le 28 mars,* partout, interpellons le Medef, les pouvoirs publics et les députés notamment celles et ceux qui font la majorité gouvernementale.

Partout, les retraités ont toutes les raisons de répondre présents et de se rassembler.

## Dans l'immédiat, ils exigent :

- Un rattrapage de 300 € par mois pour tous les retraités, tout de suite.
- La revalorisation des pensions et des retraites complémentaires indexées sur la base du salaire moyen.
- Instaurer une retraite minimum égale au Smic pour une carrière complète.
- Le relèvement des pensions de reversion à 75 % de la retraite initiale.
- Le rétablissement de la ½ part pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Montreuil, le 5 mars 2013